

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18234 - 71ÈME ANNÉE

Meeting du Progrès : annonce des responsabilités partagées pour les régionales et au-delà

Patrick Lebreton conduira la liste d'union PCR-Progrès Paul Vergès sollicité pour présider le Comité de parrainage

Le Progrès a tenu son meeting à Grand-Bois. Selon les organisateurs, près de 2.000 personnes ont répondu à l'appel de ce parti. Des délégations d'autres partenaires de la liste d'union étaient présentes, dont le Parti communiste réunionnais. Patrick Lebreton conduira la liste d'union PCR-Progrès. Paul Vergès présidera le Comité de parrainage qui comptera Jean-Claude Fruteau dans ses membres. Le chemin de fer sera relancé, avec un démarrage des travaux à Saint-Benoît et à Saint-Joseph. Patrick Lebreton dit « non à la banqueroute du littoral ». Le projet sera évalué et modulé au besoin, car pas question de dépasser 1,6 milliard d'euros.



Union des forces de progrès à la tribune du meeting de Grand-Bois. Rémy Massain (PRG), Maurice Gironcel (PCR), Mélissa Mogalia (secrétaire section PS Plaine des Palmistes), Patrick Lebreton (Progrès), Michèle Caniguy, Yvan Dejean (PCR), Ary Yée Chong Tchi Kan (PCR).

Grand succès pour le lancement de la campagne du Progrès ce dimanche matin à Grand-Bois. Près de 2.000 personnes avaient fait le déplacement, dont les parlementaires du Progrès : outre Patrick Lebreton, il y avait Jean-Claude Fruteau, Michel Vergès et Jean-Jacques Vlody. Une délégation du PCR composée de trois membres de sa direction était invitée. Elle comprenait Yvan Dejean, Maurice Gironcel et Ary Yée Chong Tchi Kan, trois secrétaires généraux. D'autres personnalités des forces de progrès étaient présentes, dont Rémy Massain, président du Parti des radicaux de Gauche de La Réunion, et Michèle Caniguy, conseillère départementale du Groupe de concertation pour le développement de La Réunion. Chacun des intervenants du Progrès a salué l'union réussie entre le PCR et le Progrès. Les diviseurs ont aussi été fustigés, en premier lieu la présidente du PLR en perte de vitesse qui a rendu impossible l'union des socialistes.

Mme Bello la diviseuse

Après les interventions de Christine Soupramanien, Guito Crescence, Mélissa Mogalia, Mickaël Nativel et Jean-Claude Fruteau, Patrick Lebreton a monté à la tribune. Le président du Progrès a salué le succès d'un rassemblement de socialistes avec aux côtés du Progrès, des responsables de plusieurs sections du PS qui ont choisi l'union. Outre Mélissa Mogalia de la Plaine des Palmistes, le président du Progrès a également cité Brice Hérode, dirigeant de la section socialiste du Port, ainsi que la présence du premier secrétaire de la section de Saint-Leu. Il a dénoncé la capitulation de la direction de la Fédération socialiste face à Mme Bello : « comment peut-on accepter que notre rose soit coupée pour être brandie en trophée par une candidate qui n'a même pas gagné aux municipales ». « C'est une erreur historique mais il faudra pardonner pour élargir le rassemblement au second tour », a-t-il poursuivi.

Il a également rappelé combien Huguette Bello avait accablé Jean-Claude Fruteau lors de sa visite à Saint-Benoît plutôt que de viser Didier Robert, responsable du coma circulatoire dans le centre-ville de Saint-Benoît.

Patrick Lebreton a mis en avant la dimension progressiste du rassemblement, composé de personnes attachées à l'avenir de leur île et à la solidarité.

Création du Comité de parrainage

« Ce jour est un rassemblement historique, c'est avec émotion et fierté que je vois mes amis du PCR avec nous comme nous sommes avec eux. Merci d'être avec nous en frères et en alliés ». Le président du Progrès poursuit : « j'ai écouté attentivement Paul Vergès. Je partage votre analyse et votre approche sur les élections régionales ». C'est tout d'abord que les candidatures ne précèdent pas les échanges, sur le projet et sur la base du respect. « Paul Vergès ne disait pas autre chose », a-t-il ajouté avant d'affirmer avec force : « nous pouvons le faire ». Notre rapprochement est « simple, sain et légitime ». « Communistes et socialistes, nous avons réconcilié la grande famille de la gauche réunionnaise ».

Cette union trouve sa traduction dans la création d'un Comité de parrainage. « Il nourrira nos réflexions, il sera le lieu de dialogue entre les générations », explique Patrick Lebreton qui fait plusieurs propositions : « je souhaite que ce Comité soit présidé par Paul Vergès. Je souhaite que Jean-Claude Fruteau soit dans ce comité aux côtés du président Paul Vergès. Paul Vergès et Jean-Claude Fruteau seront ensemble pour écrire l'avenir ».

Oui au train entre Saint-Joseph et Saint-Benoît

C'est la ligne de la perspective qui marque une des différences entre l'union PCR-Progrès et les autres candidats. Le président du Progrès note que tous les autres mettent 2015 sur leurs affiches, alors que pour sa campagne, les dates inscrites sont 2015-2021, pour « porter un projet réunionnais sur tout un mandat ».

Le programme annonce des investissements dans l'Est, zone sinistrée sous Didier Robert, et le Sud. C'est la déviation de Saint-Benoît à la Plaine des Palmistes. L'aéroport de Pierrefonds, « œuvre d'Elie Hoarau et d'André Thien Ah-Koon », doit décoller. C'est l'engagement de construire la rocade du Tampon.

Dans les projets, « je rejoins mes amis du PCR qui portent la légitimité » de l'idée d'un train. « Il faut une voie ferrée de Saint-Benoît à Saint-Joseph, et les travaux débuteraient par les deux extrémités.

Patrick Lebreton propose aussi

« une grande université rurale » pour la promotion des Hauts, d'utiliser les leviers dont dispose la Région pour favoriser l'emploi des jeunes, d'investir dans la formation pour relancer le plan de construction des lycées bloqué depuis 2010. Le député-maire de Saint-Joseph partage le projet du PCR d'aller vers les deux grands services, ce qui rejoint la proposition du Progrès de développer l'économie solidaire. « Ce sera un outil de négociation et de pression face aux gouvernements actuels et futurs ». Pour le développement des énergies renouvelables, Patrick Lebreton plaide pour augmenter les compétences de la collectivité. Plus de responsabilités aussi pour discuter avec les pays voisins.

« Non à la banqueroute du littoral »

Le président du Progrès place le projet sous le signe de la responsabilité financière. « Non à la banqueroute du littoral », affirme-t-il. Il précise que le projet est difficile à stopper « mais s'il faut le moduler, je le ferai ». Une expertise sera lancée pour évaluer le coût. « Au-delà de 1,6 milliards d'euros, nous ne pouvons lever davantage d'impôts des Réunionnais, pour un segment de route de 10 kilomètres ».

Le député-maire de Saint-Joseph a ensuite donné le top-départ de la campagne, « pour une Réunion solidaire, ambitieuse et qui donne sa place à sa jeunesse ».

Et de conclure : « oui, je serai votre candidat ».

M.M.

Édito

J'étais à Grand-Bois Un acte fondateur a été posé

Nous n'allons pas boudier notre plaisir : hier, l'événement était dans le Sud. Ailleurs, il n'y avait rien de nouveau. A Grand Bois, Patrick Lebreton avait réuni son mouvement le Progrès pour annoncer l'union avec le PCR. Cette union s'est construite sur la base d'un projet programmatique, de la création d'un Comité de parrainage et d'une liste de candidats. La bache en fond de podium annonçait l'ambition : 2015-2021.

Il a donné quelques points forts du pré-projet commun, puis, il a demandé solennellement à Paul Vergès de prendre la présidence du Comité de parrainage pour accompagner la liste et faire partager aux autres son expérience et ses qualités de visionnaires. En conséquence de quoi, lui, Patrick Lebreton, prendra la tête de la liste d'union. Si Paul Vergès accepte, les électrices et électeurs auront la satisfaction d'une articulation inédite et réussie : Lebreton-Vergès.

A ce stade, c'est déjà un immense succès, un symbole de réconciliation entre socialistes et communistes, mais surtout un moment historique d'union des générations qui inaugurent de belles victoires. C'est probablement Jean-Claude Fruteau qui a le mieux saisi l'événement jusqu'à

laisser exprimer ses émotions.

Oui, quelque chose d'imprévu et d'inédit a eu lieu à Grand-Bois, en ce 6 septembre, jour des 52 ans de Patrick Lebreton. L'enthousiasme populaire accompagnait l'acte fondateur. Il nous reste exactement 3 mois pour convaincre et transformer cet enthousiasme en victoire. "Ensemble" chantait l'artiste sur le podium.

Ary Yée Chong Tchi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Jean-Claude Fruteau

« Voir que mon parti passe dans la poche de Mme Bello, je ne pouvais pas l'accepter »



Maurice Gironcel, Jean-Claude Fruteau et Patrick Lebreton.

Après les premiers intervenants, Jean-Claude Fruteau a pris la parole.

De 1981 à 2001, Jean-Claude Fruteau a été premier secrétaire de la

Fédération PS de La Réunion. Il estime que le travail qu'il avait accompli pendant 19 ans avait été suivi jusqu'en 2012, ce qui avait permis au PS d'obtenir 5 députés. Il

pensait que le premier secrétaire de la Fédération avait vocation à conduire une liste aux régionales. Jean-Claude Fruteau s'est senti humilié par la place à l'arrière du responsable de la Fédération PS lors de la conférence de presse de la liste conduite par Huguette Bello. « Voir que mon parti passe dans la poche de quelqu'un, fut-ce Mme Bello, je ne pouvais pas l'accepter ». D'autant plus que l'ex-maire de Saint-Paul accumule les revers électoraux. Après la perte de la seconde commune de l'île aux municipales de 2014, force est de constater que les candidats PLR aux départementales ont presque tous coulé.

Jean-Claude Fruteau a salué la présence de la délégation du PCR. Il a rappelé que des différences de vues peuvent exister entre les deux partis, mais qu'aux moments importants, le PCR est toujours au rendez-vous de l'union.

Meeting du Progrès

Oui à l'union, non aux diviseurs



Au premier rang, les parlementaires du Progrès et les partenaires de l'union.

Première intervenante, Christine Soupramanien a salué la présence massive des socialistes. Elle a rappelé ses années de travail dans l'Alliance aux côtés de Paul Vergès et des communistes. À cette

époque, « il y avait cette vision du développement qui n'existe plus » à la Région. Cette collectivité doit devenir porteuse d'avenir, a-t-il affirmé avec force. Guito Crescence était dans la majo-

rité de gauche à la Mairie de Saint-Paul. En tant que socialiste, il ne se reconnaît pas du tout dans la coalition menée par Mme Bello. Il appelle à « créer un modèle réunionnais » dans le tourisme, pour la promotion d'une région oubliée dans l'Ouest : les Hauts.

Mélissa Mogalia est secrétaire de la section PS de la Plaine des Palmistes. Ancienne adjointe de Jean-Luc Saint-Lambert, elle dénonce avec plusieurs autres secrétaires PS l'utilisation de leurs photos dans une affiche diffusée par la Fédération pour soutenir Bello. Son soutien vise à lever tout doute sur cette méthode qui aurait pu troubler des militants.

Mickaël Nativel a affirmé qu'à Saint-Denis, le nombre de militants diminue. « Dans le nord, il y a plus de socialistes en dehors de la Fédération que dehors », dit-il, ajoutant que le coup de grâce a été porté quand les socialistes de Saint-Denis ont appris que c'est la présidente de PLR qui allait conduire la liste soutenue par la Fédération.

Conseil politique extraordinaire du Parti communiste réunionnais

Oui à l'union PCR-Progrès

Le Conseil politique du Parti communiste réunionnais a pris sa décision définitive concernant les élections régionales, ce samedi 5 septembre à Sainte-Suzanne. L'instance dirigeante du PCR a choisi de constituer l'union PCR-Progrès sur la base d'un programme, de responsabilités partagées et de la création d'un Comité de parrainage chargé de « nourrir le projet » au cours de la prochaine mandature du Conseil régional. Le meeting du Mouvement Progrès de ce dimanche prend dès lors une dimension bien plus importante, ce sera le meeting de l'union, avec d'importantes annonces de Patrick Lebreton.



Le vote du Conseil politique du PCR.

Dimanche dernier, le Conseil politique du Parti communiste réunionnais avait lancé un appel. Constatant qu'aucun candidat déjà déclaré n'avait de propositions adaptées à la situation, il avait proposé de rencontrer toutes les organisations politiques intéressées pour construire un programme. Il avait fixé à ce samedi sa décision définitive sur la base des réponses qui allait être apportées. C'est de cela qu'a débattu ce samedi le Conseil politique du Parti communiste réunionnais.

Au terme de la présentation du bilan des rencontres, de l'analyse de la situation et des perspectives ouvertes, le Conseil politique du PCR a confirmé sa volonté de constituer un rassemblement. Ce sera l'union avec le Mouvement du Progrès. En effet, le parti présidé par Patrick Lebreton a répondu clairement à l'appel formulé dimanche pour l'union sur un programme, avec des responsabilités partagées et la création d'un Comité de parrainage. Après l'adoption de la décision, la réunion du Conseil politique a été

levée. Une délégation a ensuite répondu aux questions des journalistes, en présence de plusieurs membres de l'instance dirigeante du Parti communiste réunionnais.

Union sur un projet

Maurice Gironcel a ouvert la conférence de presse, rappelant le cheminement qui a conduit au Conseil politique extraordinaire de ce 5 septembre et son objectif,



Conférence de presse présentant la décision aux journalistes.

prendre une décision pour un partenariat sur la base d'une union sur un projet.

Yvan Dejean a ensuite exposé l'analyse de la situation par le Conseil politique. Il a rappelé une situation sociale extrêmement dégradée. Il a noté les échéances à venir. 2017 marquera la fin du quota sucrier qui menace la survie de la filière canne. 2017 sera aussi la fin du régime actuel de la défiscalisation. En 2020, ce sera la fin de la dérogation qui permet à l'octroi de mer d'exister.

Les défis de La Réunion

Yvan Dejean a rappelé les raisons de l'appel aux organisations politiques intéressées par un programme de rassemblement pour La Réunion. Son contenu précisait quelques propositions du PCR.

Tout d'abord répondre à l'urgence sociale qui se manifeste par plus de 170.000 demandeurs d'emploi et la moitié de la population en dessous du seuil de pauvreté. Le PCR avance l'idée de la création de deux grands services d'intérêt public dans l'environnement et l'aide à la personne. Ensuite, c'est la bataille pour la survie de la filière canne-sucre.

Le PCR attache une grande importance aux conséquences du changement climatique et à la nécessité de s'y adapter. Il préconise aussi une nouvelle politique des transports avec la construction d'un réseau ferré. Le PCR milite également pour une politique de co-développement avec les pays de notre région. Il sou-

haite également contribuer à un projet réunionnais dans le cadre du débat préalable au projet de loi sur l'égalité réelle.

Comité de parrainage « source nourricière du projet »

Yvan Dejean a ensuite annoncé la décision prise par le Comité politique du PCR : « nous scellons à cet instant l'union avec Patrick Lebreton ». Et de préciser que « cette décision a enthousiasmé l'ensemble des cadres ». Elle ouvre des perspectives, poursuit le secrétaire général du PCR.

« Nous nous sommes mis d'accord sur un programme, sur la manière de diriger la collectivité régionale », a ajouté Yvan Dejean. Cette gouvernance reposera sur « la responsabilité partagée, la transparence. Ce sont nos valeurs ».

PCR et Progrès sont également d'accord sur l'idée d'un Comité de parrainage, « dans le sens d'un partage des responsabilités ». « Ce Comité devra rassembler au-delà des étiquettes, et au-delà de la campagne électorale. Il sera « une source nourricière du projet ».

Et de conclure : « cette conférence de presse marque le début de la campagne pour le PCR, pour faire avec le Progrès, avec Patrick Lebreton ».

« Nous sommes arrivés à l'union »

Répondant aux questions des journalistes, Ary Yée Chong Tchi Kan a insisté sur le socle de l'union : des bases définies sur les principes. Ce sont un programme, des responsabilités partagées et un Comité de parrainage.

Il a cité l'exemple du train, sur lequel l'accord est total.

« Nous sommes arrivés à l'union », a-t-il ajouté, rappelant que la priorité de cette union est de « répondre aux attentes de la population ». C'est de cette préoccupation que découle l'idée du Comité de parrainage, un outil pour « améliorer la démocratie ».

En conclusion, Maurice Gironcel a souligné que l'union passe par le respect des partenaires, et le partage des responsabilités. Cela se traduira par la composition de la liste, et dans le Comité de parrainage.

C'est « la mise en place d'une union claire et précise, qui répond aux attentes des gens ».

Maurice Gironcel a conclu en annonçant que le PCR est invité au meeting de ce dimanche. La réunion publique de Grand-Bois prend donc une nouvelle dimension. Ce sera un meeting d'union des forces de progrès, au cours duquel Patrick Lebreton fera d'importantes déclarations.

Nouvelle révélation sur l'enquête

NRL : Paul Vergès conclut à la présence d'enquêteurs et d'un juge d'instruction à La Réunion



Paul Vergès présente de nouvelles informations aux journalistes

Paul Vergès a révélé que les informations qui sont à sa disposition lui permettent de conclure à la présence à La Réunion d'enquêteurs de la brigade financière, et d'un juge d'instruction venu de Paris. L'enquête sur la nouvelle route du littoral va donc connaître de nouveaux développements dans très peu de temps, précise le sénateur.

Ce samedi lors de la conférence de presse du Conseil politique du Parti communiste réunionnais, Paul Vergès a annoncé une évolution dans l'enquête sur les conditions d'attribution des marchés publics de la route en mer.

Rappelons que des gendarmes étaient venus à la Région Réunion pour accéder à des documents et écouter des responsables de l'institution.

Au bout de plusieurs mois de silence, Didier Robert a été interpellé il y a moins de deux semaines par

Paul Vergès. Lors d'une conférence de presse, le sénateur a demandé au président de Région de se constituer partie civile. En réponse, Didier Robert a annoncé vouloir poursuivre Paul Vergès en diffamation.

Ce samedi 5 septembre, Paul Vergès a fait de nouvelles révélations. Les informations dont il dispose lui permettent de dire qu'actuellement, des enquêteurs de la brigade financière sont à La Réunion avec un juge d'instruction. De nouveaux développements sont à attendre dans les 8 jours, tandis qu'un journal de la presse en France se prépare à pu-

blier un article.

Voilà qui ne manquera pas de faire éclater l'union de la droite constituée autour de Didier Robert, conclut Paul Vergès.

M.M.

Pendant que des citoyens se mobilisent pour accueillir des réfugiés

Migrants : les dirigeants européens obligés d'agir

Alors que la crise migratoire en Europe s'enracine, l'image de la honte du jeune Aylan Kurdi échoué sur les côtes turques aura éveillé certaines consciences tandis que d'autres restent fermées à la perspective d'accueillir des réfugiés fuyant pour beaucoup leur pays en guerre.

Mis à l'index par la communauté internationale et au sein même de l'Union, les dirigeants européens ont fini par céder, poussés par la sombre réalité des réfugiés. Pourtant, la cohésion de l'Union Européenne risque d'en prendre un coup.

D'ailleurs, face à l'ampleur de la crise, le pape François a lui-même appelé dimanche toutes les paroisses catholiques d'Europe à accueillir chacune une famille de réfugiés. Ce dernier a souhaité que « chaque paroisse, chaque communauté religieuse, chaque monastère, chaque sanctuaire d'Europe accueille une famille », à l'occasion de la prière de l'Angélus au Vatican.

Situation inextricable

La Hongrie a érigé une barrière à sa frontière avec la Serbie, la Macédoine a bloqué sa frontière, la Turquie est dépassée par l'afflux et des gardes-côtes grecs auraient coulé un bateau de migrants.

À La Réunion, la question devrait également se poser en cette période d'élection, alors que des centaines de Comoriens tentent d'atteindre Mayotte sur des kwassa-kwassa, qui sombrent très souvent dans l'océan. D'ailleurs, après les appels de détresse de plusieurs milliers de personnes en Méditerranée ces dernières semaines, l'Italie, la Grèce et la Macédoine avaient alerté Bruxelles de la nécessité de sécuriser la zone, venir en aide aux migrants, de les accueillir dans l'ensemble du territoire européen et d'instaurer des solutions com-

munes.

Cependant, malgré l'afflux, aucune action concrète n'a été mise en place sur le plan diplomatique avec les pays d'origine des réfugiés, sur les eaux pour secourir les bateaux de migrants ou encore pour instaurer des mesures d'aides d'urgence pour les nouveaux venus. À un moment, la question des quotas de réfugiés par pays avaient été évoquée, mais rapidement refusés par certains, comme la France, qui avait plaidé pour une répartition « plus équitable » au sein de l'Union.

De son côté, Vienne a exigé que les pays de l'UE mettent en place des règles communes concernant l'octroi du statut de réfugié. Et veut, comme d'autres pays dont la France, la création de "hotspots" (centres d'accueil et de tri) aux frontières de l'UE, ce que la Commission européenne rejette.

Mais pour le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), la situation est grave. Il faut répartir d'urgence au moins 200.000 demandeurs d'asile dans l'UE. La Commission européenne va proposer dans la semaine de répartir l'accueil de 120.000 réfugiés. Cependant, « la crise est là pour durer », a indiqué samedi la chef de la diplomatie de l'Union européenne, Federica Mogherini, raison pour laquelle, des mesures doivent être adoptées dans les plus brefs délais.

Un coup de main temporaire et limité

L'Allemagne a accueilli 10 000 réfugiés venus de Hongrie via l'Au-

triche. Pour les nouveaux venus, des milliers de volontaires allemands se sont mobilisées dans les gares de Francfort et de Munich, pour distribuer de la nourriture, des habits et des couvertures. Certains volontaires brandissaient des panonceaux « Bienvenue en Allemagne ».

L'Autriche a accepté dans la nuit de vendredi à samedi 5, en concertation avec Berlin, de faciliter l'accueil et le transit vers l'Allemagne, mais le chancelier Werner Faymann, a indiqué qu'« une mesure de ce type ne peut pas être une solution » sur le long terme.

Lors d'un entretien téléphonique dimanche matin, la chancelière allemande Angela Merkel et le Premier ministre hongrois Viktor Orban ont de même « convenu que tant la Hongrie que l'Allemagne devaient respecter leurs obligations européennes », assurant que le flux observé ce week-end était "exceptionnel".

Pour sa part, le Premier ministre britannique David Cameron s'était dit « profondément ému » par les images montrant le corps du petit Syrien de trois ans, Aylan Kurdi, raison pour laquelle et face aux pressions, il a décidé d'accueillir 15 000 réfugiés syriens et de lancer des opérations militaires contre les passeurs, selon l'hebdomadaire britannique « Sunday Times ».

La solidarité se met en place

Depuis la publication de la l'image d'Aylan, retrouvé mort sur une



Réfugiés sur l'île grecque de Lesbos. (photo Louisa Gouliamaki/IRIN)

plage turque, des initiatives solidaires se multiplient à travers l'Europe. Des milliers de personnes tentent de trouver des solutions pour pouvoir accueillir des familles ou encore les aider à passer certains pays. La situation est telle que même le club de football, AS Rome a annoncé vouloir récolter des fonds pour le HCR, Save the Children, le International Rescue Committee et la Croix-Rouge, à l'instar du Bayern Munich.

A Vienne, un convoi d'une cinquantaine de voitures particulières est parti à la mi-journée à la suite d'un appel sur les réseaux sociaux pour tenter d'acheminer des migrants depuis la Hongrie.

Des pétitions sont lancées, dont en France, où un rassemblement a été organisé à Paris. Plus de 10 000 personnes se sont réunies dans toute la France, pour « dire non aux politiques migratoires répressives qui conduisent à la mort de milliers de personnes et oui à l'accueil », a expliqué l'un des organisateurs, l'auteur et réalisateur Raphaël Glucksmann.

Intitulé « Pas en notre nom - #RéfugiésMigrantsDignité », ce rassemblement « est né d'une discussion sur Facebook, de gens qui ne se connaissaient pas et se demandaient comment faire pour exprimer quelque chose spontanément », a

précisé ce dernier.

Pour le chancelier autrichien Werner Faymann, « la crise nécessite d'urgence une réponse globale de l'Union européenne ». « Il n'y a pas d'alternative à une solution européenne commune », a martelé le dirigeant social-démocrate. Ce dernier a appelé à un nouveau sommet européen exceptionnel « immédiatement après » la réunion des ministres de l'Intérieur de l'UE prévue le 14 septembre à ce sujet.

55 % des Français contre l'accueil de réfugiés

Alors que de nombreux pays européens ont prit des décisions rapides face à l'urgence de la situation, avant de convenir d'une solution commune, la France attend avant d'agir.

D'autant plus qu'un sondage réalisé par Odoxa pour Le Parisien-Aujourd'hui en France (1003 personnes sondées de 18 ans et +) indique qu'une majorité de Français s'opposent à l'accueil de réfugiés.

55 % des sondés ne veulent pas que la France imite l'Allemagne en assouplissant les conditions d'octroi du statut de réfugié aux migrants, notamment syriens. 62 % estime qu'il faut traiter les migrants venus

de Syrie pour fuir la guerre comme des migrants comme les autres. Seulement 36 % jugent qu'ils « méritent un meilleur accueil en tant que réfugiés de guerre ».

À l'égard des réfugiés de guerre comme les Syriens, 44 % des sondés estiment que la France n'est « ni plus ni moins accueillante que l'Allemagne ». Alors que 33 % jugent au contraire qu'elle est moins accueillante, et 22 % qu'elle l'est plus. Face aux migrants en général, les Français pensent à 43 % que la France n'est ni plus ni « moins accueillante que l'Allemagne », mais ils sont 35 % à considérer que la France est plus accueillante, et 21 % jugent qu'elle l'est moins.

Voyant le mouvement d'accueil, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a adressé un courrier à l'ensemble des maires de France les conviant à une réunion de travail le 12 septembre « afin d'organiser l'accueil des réfugiés dans les meilleures conditions avec l'aide, l'organisation, les méthodes et soutien de l'État ».

@celinetabou

Oté

Sré bien si tout té i done la min ansanm. Mé konm i gingn pa, nou va dir, in bon l'inyon la pa mal non pli !

Zot i koné dann kèl difikilté ni lé isi La Rényon. Zot i koné osi ni sava viv in bann z'ané lé riskab ète bien difisil pou nou rényoné. Pa solman pou nou, mé pou in bone parti l'imanité é konm nou lé solidèr ni pans anou, ni pans galman tout sak lé dann difikilté in pé partou. Sak la vi lé roz pou z'ot la pa bézoin i okip dé zot, mé sak lé dann malizé i pans pa lo mèm z'afèr bien antandi.

Dann nout sityasion nora été bon tout demoun i done la min pou trouv in bon solisyon pou nout tout mé amoins ké nou rèv, in n'afèr konmsa lé pa posib. Pou kosa ? Pars dann tout sityasion nana sak lé viktime, donk li rèv atèr, épi sak i anprofite bien. Donk akosa k'i ansèrv domann sak i anprofite bien d'ète solidèr avèk bann viktime kan zot i nourri azot dsi la mizèr lé z'ot é zot i bénéfisyé d'in drol kalité partaz, tout pou moin, arien pou ou. Konm di kréol : sak lé aou lé amoin, é sak lé amoin lé pa ou !

Donkolor, fé l'inion tout demoun ansanm i fo pa révè, i fo fé l'inyon sak lé posib. Dann lo ka k'i konsèrn anou pou zéléksyon zot i koné nout parti kominis i rode dopi lontan lo shomin pou fé l'inion é in bon l'inyon, pa in l'inyon pou la facade, mé in l'inyon dsi in program k'i sava dann sans l'intéré bann rényoné dann la difikilté. Zot i koné sa lé an shomin é bin i fo souète ké sa i ariv, é ké la majorité d'moun i konpran, i tonm dakor, épi i aksèp donn la min ansanm. Sé sa ké mi apèl in bon l'inyon !

Justin

« Fé bien konpliman out madam ! » - In kozman pou la rout

Na dé foi mi antann dann radio demoun i téléfone, kisoï pou di zot lé kontan, sansa pou dir zot lé pa kontan, sansa ankor sinplomman pou rakont in n'afèr la spasé é zot i gingn pa gard sa dsi z'ot kèr. Pa toultan mé i ariv ké toudinkou zot i di zot i sava koz kréol épi zot i anvoy in bordé kozman kri... L'èr-la, sa in n'afèr i shagrine amoin in pé pars dann kréol rényoné-konm dann tout lang !- i pé z'ète insolan mé i pé z'ète osi bien poli, bien rafiné. Lo kozman moin la mark an-o-la, sé in kozman bien poli. Fé bien konpliman out madam : ala kékshoz bien onète ! Lo moun k'i di sa i vé z'ète zantiy avèk la pèrsone. Sé in prèv dé sak moin l'aprè ékri. Kosa zot i anpans ? Arien ditou ! Fé travay z'ot koko ! Fé bouye z'ot martyèr griz ! Zot va oir ké rant-rant ni pé z'ète tazantan dakor rantre nou.